

## Pas de rampes de lancement !

(Suite de la première page)

compris et surtout par la guerre.

Certes, on peut citer les propos des Danois et des Norvégiens qui ne veulent pas de rampes de lancement sur leurs territoires, d'autres comme Adenauer lui-même qui veulent encore chercher à ouvrir une négociation diplomatique avec Moscou. Certes on peut aussi mentionner les tendances telles que celle de Kennan qui voudrait établir une sorte de *no man's land* entre l'Est et l'Ouest. Que ceux qui sont en première ligne fassent preuve de prudence, que certains s'efforcent de diminuer la tension, rien de plus normal. Mais il faut être réaliste. Rien ne serait plus souhaitable qu'une acceptation par le capitalisme d'une agonie paisible, mais ses leaders les plus importants n'en prennent pas du tout le chemin. Il nous faut des rampes de lancement, nous fournissons des engins atomiques, déclarent les dirigeants américains qui, aux dires même de Spaak, le secrétaire de l'OTAN, couvrent environ 80 % des dépenses militaires des puissances ainsi associées. En même temps, ils font survoler au-dessus de nos têtes leurs bombardiers porteurs d'engins thermonucléaires. Et, pour un Danois ou un Norvégien qui rêve à la paix, combien d'enragés, de ces hommes qui ont voulu forcer les choses à Suez, dont « l'honneur » est engagé en Algérie, à Chypre ou en Indonésie, qui se précipitent sur ce que leur offre Washington : enfin un moyen d'en imposer aux Russes et aux peuples de couleur !

Les nombreuses lettres de Boulganine ne peuvent être considérées comme de la pure propagande. Les gouvernants soviétiques ne peuvent pas prendre à la légère les préparatifs qui s'accumulent et ils ne se privent pas de mentionner à une série de dirigeants capitalistes européens qu'ils jouent avec le feu.

Mais ces gouvernants bourgeois qui se défendent d'être des satellites des U.S.A. n'ont aucune possibilité de se détacher de ceux-ci et ils seront contraints de les suivre sur la route de la préparation à la guerre.

Alors il n'y a rien à faire ? Non. Il serait dangereux de se leurrer de l'illusion que le capitalisme reculerait devant le déchaînement des hostilités ; mais il est possible d'assurer que son action criminelle soit minime dans ses effets. Pour cela il faut agir en sens direct opposé à celui suivi par les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Les uns sont à la remorque totale quand ils ne se placent pas à la tête des fous enragés qui ré-

vent plaies et bosses pour écraser la révolution, et les autres pensent à la possibilité de trouver un compromis grâce à une sagesse située au-dessus des intérêts de classe. Le seul moyen de réduire à quelque chose de minime les dégâts du capitalisme moribond, c'est de l'achever le plus rapidement possible.

Les dernières semaines ont été le témoin de lourds échecs de celui-ci. Dans les pays sous-développés, les peuples y ont à juste titre vu une occasion d'aller de l'avant. Les Indonésiens sont en pleine action, d'autres ne tarderont certainement pas à les suivre. Mais en Europe le retard des masses travailleuses est considérable, il peut même devenir funeste.

Face à une conférence comme celle du Palais de Chaillot, où les gouvernants préparent la guerre, il eut fallu que soit convoquée une conférence internationale de tous les partis ouvriers socialistes et communistes et de toutes les organisations ouvrières (syndicats...) pour dresser un front commun contre les nouvelles mesures de provocation et de démesure qui se préparent.

Pas de rampes de lancement !  
Pas de matériel atomique ! Pas d'avions porteurs de bombes H !  
Pas de bases pour ces avions et les fusées !

Il n'est pas vrai que les masses ne se mobiliseraient pas pour de tels objectifs. Il est seulement vrai qu'elles n'ont pas confiance pour mener une telle lutte dans les pétitions, surtout quand elles sont lancées par des stalinien et leurs compagnons de route, discrédités parce que considérés comme de simples instruments du Kremlin. Les masses répondront à des appels qui leur apparaîtront sincères et susceptibles d'assurer leur unité d'action. Le désarroi n'est pas seulement l'apanage des gouvernants bourgeois, il sévit également dans les directions ouvrières, parmi ces hommes qui ont été élevés à commander à des appareils longtemps suivis par les masses, et qui n'ont plus l'assurance d'antan.

Il dépend pour beaucoup des militants des organisations traditionnelles de changer la situation, car partout dans celles-ci couve une crise de première grandeur. Qu'ils cessent d'attendre des initiatives des sommets, qu'ils s'appuient sur les sentiments profonds des masses travailleuses, qu'ils imposent une politique de combat contre le régime capitaliste, contre ses préparatifs de guerre, une politique audacieusement orientée vers la conquête du pouvoir, c'est la seule voie pour mener l'humanité à la paix en la conduisant au socialisme.

Mais cela signifie en même temps qu'il sera de plus en plus difficile pour Mollet de continuer à soutenir la guerre en Algérie tout en sauvant sa face « sociale » aux yeux des travailleurs, grâce à quelques miettes. Cette situation signifie le rebondissement de la crise politique dans le Parti Socialiste, donc au Parlement et au gouvernement. Si, par un côté, la dernière voltige de Guy Mollet est très représentative de sa persévérance à tromper les travailleurs, par un autre côté elle est très symptomatique de la fragilité de toute cette mystification antiouvrière. Car, si Mollet a dû avoir recours à cette grossière manœuvre, c'est qu'il sent le danger. Il ne peut pas aller au-delà d'une certaine limite dans sa politique nationale. Même le manque d'agressivité de la minorité socialiste est aussi une preuve de cette fragilité puisque même elle peut obliger Mollet à devoir menacer la bourgeoisie d'une crise gouvernementale.

En fait les travailleurs se trouvent à un moment propice pour lancer une offensive contre l'ennemi de classe non seulement sur le terrain économique mais aussi sur le terrain politique.

La bourgeoisie est déchirée par la crise financière, l'inflation, le manque de devises. Elle est prise à la gorge par la révolution algérienne. Elle ne gouverne que parce que les partis ouvriers l'acceptent. Même sur le terrain parlementaire l'équilibre n'existe que parce que Guy Mollet maquignonne les voix socialistes. Et G. Mollet lui-même ne peut jouer ce jeu que si la pression ouvrière n'est pas trop forte.

### POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Un parti communiste digne de ce nom se devrait de saisir ce moment. Dans la classe ouvrière se lève la colère contre l'abaissement du niveau de vie. La volonté d'une lutte d'ensemble existe et elle est grande. Si le calme semble régner, c'est parce que les travailleurs sont las des luttes partielles qui ne donnent et ne peuvent donner les résultats indispensables pour réellement contrebattre l'offensive patronale. Le chômage n'est encore qu'une menace, la cohésion ouvrière est encore entière. Toutes ces conditions rendent possible le succès d'une campagne qui obligerait Mollet à rompre avec les politiciens bourgeois et qui lui imposerait — à lui ou à ses remplaçants à la direction du P.S. — LE FRONT UNIQUE OUVRIER.

Mais, pour obtenir cela, il faut une campagne ouvrière, claire. On ne peut soulever l'enthousiasme des travailleurs socialistes en leur proposant de remplacer la collaboration avec des radicaux par la collaboration avec des... radicaux. On peut renforcer la pression des travailleurs sur le P.S. en proposant à celui-ci la lutte en commun :

— POUR LA DEFENSE DU NIVEAU DE VIE, L'EXPROPRIATION DES SPECULATEURS, L'EXPROPRIATION DES TRUSTS, LE CONTROLE DE L'ECONOMIE PAR LES TRAVAILLEURS POUR QU'ELLE PROFITE A CEUX QUI TRAVAILLENT.

— POUR L'ARRET DE LA GUERRE D'ALGERIE DONT LE BUDGET SERVIRA A CONSTRUIRE DES MAISONS.

— POUR UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE COMMUNISTE SANS MINISTRES CAPITALISTES, APPUYE ET CONTROLE PAR LES TRAVAILLEURS.

Voilà ce qui peut mobiliser les masses, imposer une nouvelle politique au P.S., renverser le gouvernement de misère et de guerre. Mais il ne faut pas aujourd'hui seulement imposer une telle politique aux chefs socialistes, il faut aussi l'imposer aux chefs communistes qui parlent de « compromis à gauche » et des « intérêts de la France » en Algérie. Ceci est loin d'être impossible, parce qu'une gauche se développe aussi dans le Parti Communiste et parce que les travailleurs n'ont pas du tout l'intention d'accepter passivement l'atteinte portée à leur niveau de vie.

Sous le calme d'aujourd'hui se prépare un grand combat.